



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CES/AC.6/2008/2
25 juin 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Réunion commune CEE/Eurostat sur les recensements
de la population et des habitations
Onzième réunion
Genève, 13-15 mai 2008

**RAPPORT DE LA RÉUNION COMMUNE CEE/EUROSTAT SUR LES
RECENSEMENTS DE LA POPULATION ET DES HABITATIONS
SUR SA ONZIÈME RÉUNION**

(Genève, 13-15 mai 2008)

I. PARTICIPATION

1. La Réunion commune CEE/Eurostat sur les recensements de la population et des habitations s'est tenue du 13 au 15 mai 2008 à Genève, au Palais des Nations. Y participaient des représentants des pays suivants: Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Islande, Irlande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Moldova, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turquie et Ukraine. La Commission européenne était représentée par Eurostat et la délégation de la Commission européenne en Bosnie-Herzégovine. Étaient également présents des représentants du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'Organisation mondiale de la santé.

2. Un certain nombre de participants ont pu assister à la réunion grâce à l'aide financière du FNUAP et de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA).

3. M^{me} Rosemary Bender (Canada) a été élue Présidente.

II. ORGANISATION DES TRAVAUX

4. Les questions de fond suivantes ont été examinées:

- a) Assurance de la qualité et évaluation des recensements (point 2 de l'ordre du jour);
- b) Caractéristiques difficiles à mesurer (point 3 de l'ordre du jour);
- c) Vérification et validation des données (point 4 de l'ordre du jour).

5. Les participants suivants ont été chargés d'animer les débats: pour le point 2, M. Gregor Kyi (Eurostat); pour le point 3, M. Aidan Punch (Irlande); et pour le point 4, M. Eric Schulte Nordholt (Pays-Bas). Ce n'est là qu'une proposition, la formulation peut être améliorée.

6. Les questions énumérées plus haut ont été examinées sur la base de communications sollicitées et de documents d'appui, qui peuvent être consultés sur le site Web de la CEE à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/stats/documents/2008.05.census.htm>.

III. RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX POINTS EXAMINÉS AU COURS DES SÉANCES DÉBATS

A. Assurance de la qualité et évaluation des recensements (point 2 de l'ordre du jour)

Documentation: Communications sollicitées transmises par le Royaume-Uni, les États-Unis, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Italie, la Finlande, la Slovénie et Israël. Documents d'appui soumis par l'Autriche, la Turquie et la CEE.

7. Aucun recensement ne peut être parfait, quelle que soit la méthode employée. Les résultats contiendront inévitablement des erreurs, tant du point de vue de la couverture que dans le contenu, en dépit de tous les efforts faits pour les réduire autant que possible. Dans ses recommandations, la Conférence des statisticiens européens (CES) décrit la qualité des données en termes d'adaptation des données «à leur utilisation», sur la base de six critères: pertinence, exactitude, actualité, accessibilité, cohérence et intelligibilité. Le Règlement de l'Union européenne concernant les recensements de la population définit les dimensions suivantes de la qualité de l'information: pertinence, exactitude, actualité, ponctualité, accessibilité, clarté, comparabilité et cohérence. Une évaluation de la qualité des résultats des recensements permet de mieux comprendre et utiliser les données, notamment aux fins de leur comparaison entre les pays. C'est pourquoi l'assurance et l'évaluation de la qualité doivent constituer une composante essentielle des programmes de recensement.

8. Les enquêtes postcensitaires sont couramment utilisées pour évaluer les erreurs de couverture et de contenu des recensements traditionnels. Certains aspects méthodologiques

des enquêtes postcensitaires ont été examinés, en particulier: le principe de l'indépendance de l'enquête postcensitaire vis-à-vis du recensement; la possibilité de faire participer des experts extérieurs à l'Office national de statistique à la mise au point de l'enquête postcensitaire; l'utilisation de l'enquête postcensitaire pour estimer les sous-dénombrements et les surestimations; le possible effet lié à l'enquêteur (par exemple, lorsque l'enquête postcensitaire est réalisée avec l'intervention d'un enquêteur, alors que le recensement avait été réalisé en faisant appel à des enquêteurs différents ou par questionnaire); ou l'effet lié au répondant (lorsque les informations aux fins de l'enquête postcensitaire sont rapportées par une personne autre que celle qui a répondu au recensement).

9. Toujours concernant les enquêtes postcensitaires, des aspects pratiques ont été examinés, en particulier la base légale permettant de mener ces enquêtes, la possibilité de mener ces enquêtes en interne au lieu de les sous-traiter, et l'équilibre entre les coûts de méthodes d'évaluation onéreuses et les investissements requis pour améliorer la qualité des données collectées aux fins du recensement (par exemple en améliorant la couverture des groupes de population difficiles à dénombrer).

10. Les participants à la réunion ont examiné l'utilisation des résultats des évaluations des recensements. Dans certains pays, tous les résultats des recensements sont ajustés pour prendre en compte les erreurs de couverture. D'autres pays se contentent d'ajuster les estimations de population obtenues à partir du recensement après ajustement pour la couverture, alors que d'autres ne procèdent à aucun ajustement. Parmi les raisons à cela, on peut citer les restrictions législatives et l'absence de données de couverture détaillées.

11. Les travaux du Committee on National Statistics (Comité de la statistique nationale) des États-Unis ont été pris comme exemple d'évaluation scientifique externe indépendante des résultats d'un recensement. Le Comité conseillait le Census Bureau sur des questions telles que la proposition d'ajustement des résultats du recensement de 2000 pour prendre en compte les sous-couvertures différentielles de groupes spécifiques de population, et les répercussions de l'utilisation de dispositifs portatifs pour donner suite aux non-réponses dans le cadre du recensement de 2010.

12. Les répercussions respectives, sur la qualité, de l'adoption des formulaires longs ou courts ont également été examinées, et les projets de l'Italie pour son recensement de 2011 ont été évoqués. Pour ces données, la qualité pourrait être exprimée en écarts de confiance ou en coefficients de variation. Cette approche devrait contribuer à réduire la charge de travail des répondants et dégager des ressources supplémentaires en vue d'améliorer la couverture et de réduire les erreurs indépendantes de l'échantillonnage. Cependant, l'expérience de certains pays indique que l'utilisation de formulaires longs ne permet que des économies limitées, la majeure partie des coûts étant imputable à la collecte des formulaires, quelle qu'en soit la longueur.

13. L'évaluation de la qualité des recensements réalisés à partir des registres pose des problèmes différents de ceux qui sont liés aux recensements traditionnels. La qualité des résultats peut dépendre des caractéristiques des registres utilisés, de leur couverture et de leur qualité, et de l'intégration des données. Les responsabilités respectives de l'office de statistique et des ministères ou autres organismes détenteurs des registres ont également été évoquées. L'office de statistique doit conserver son indépendance vis-à-vis de ces ministères, afin de conserver la confiance du public. Les instituts de statistique ont aussi la responsabilité d'utiliser

les informations contenues dans les registres de façon à ce que les statistiques découlant de cette utilisation offrent une base adéquate à la fois pour la population cible et pour les caractéristiques spécifiques.

14. Certains des pays qui réalisent les recensements à partir des registres utilisent aussi d'autres sources, telles que les enquêtes par sondage, pour produire des données de recensement sur des thèmes spécifiques. Dans ce cas, comme dans le cas des données collectées à l'aide des formulaires longs suivant les méthodes de recensement traditionnelles, les données sont produites sous la forme d'estimations. Des mesures spécifiques doivent être prises pour faire en sorte que les résultats, particulièrement au niveau des secteurs géographiques restreints, répondent aux exigences minimales en termes de valeur statistique et de préservation de la confidentialité des données.

15. Le possible rôle des organisations internationales en la matière a été abordé. La réunion s'est félicitée de la proposition de la CEE de se concerter avec la Division de statistique de l'ONU, Eurostat et, éventuellement, d'autres organisations internationales, pour préparer et diffuser des outils méthodologiques concernant l'évaluation de la qualité des recensements, qu'ils soient traditionnels ou réalisés à partir des registres.

16. En ce qui concerne le développement de normes, les participants ont été informés des travaux actuellement menés par l'Équipe spéciale des recensements de la population et des habitations de l'Union européenne pour identifier des critères de qualité, dans le cadre du programme de l'UE pour les recensements de 2011. Sur la base de ces travaux, il pourrait être envisagé de développer une méthodologie et des normes au-delà de l'Union européenne, afin d'améliorer la comparabilité des résultats des recensements au niveau international.

B. Caractéristiques difficiles à mesurer (point 3 de l'ordre du jour)

Documentation: Communications sollicitées présentées par le Royaume-Uni, la Norvège, la CEE, les États-Unis et la Fédération de Russie. Documents d'appui présentés par les Pays-Bas et le HCR. Exposés présentés par le Brésil et l'OMS.

17. La première partie de la séance a été consacrée aux différentes caractéristiques difficiles à mesurer susceptibles d'être identifiées, respectivement pour les recensements traditionnels comprenant un travail sur le terrain, et pour les recensements réalisés à partir des registres.

18. La communication du Royaume-Uni renfermait une liste détaillée de caractéristiques difficiles à inclure dans une opération aussi massive qu'un recensement traditionnel. Le débat s'est centré sur des variables telles que les revenus, l'appartenance ethnique, la religion, l'identité sexuelle, le partenariat civil, le handicap, la langue et la citoyenneté. Ces caractéristiques sont considérées comme difficiles à mesurer pour différentes raisons, telles que leur caractère sensible, la difficulté à les comprendre, leur complexité, la remise en mémoire, la subjectivité, la méfiance des répondants ou la comparabilité d'un recensement à l'autre. La discussion a clairement montré que, d'un pays à l'autre, il existait des différences de perception marquées de l'acceptabilité des différentes caractéristiques par les répondants et, en conséquence, que certaines caractéristiques étaient plus difficiles à mesurer dans certains pays que dans d'autres. Les offices de statistique qui envisagent d'inclure de telles caractéristiques

dans les prochains recensements doivent particulièrement veiller au libellé des questions et les tester en phase pilote.

19. Les communications de la Norvège et des Pays-Bas portaient sur les caractéristiques difficiles à mesurer dans un registre réalisé à partir des registres. La principale difficulté réside dans les différences possibles entre les notions de résidence habituelle et de résidence légale. Ces différences peuvent entraîner, par exemple, des sous-estimations (non-prise en compte des immigrants en situation irrégulière) ou à des surestimations (comptage des émigrants qui ne se sont pas désinscrits des registres). D'autres caractéristiques difficiles à mesurer sont liées aux événements survenus avant la création du registre, aux événements survenus à l'étranger ou aux événements non liés à des considérations administratives. D'autres difficultés peuvent résulter d'événements survenus après l'enregistrement des personnes, mais non portées dans les registres. Un cas particulier est celui de l'identification du pays de naissance des personnes nées dans des pays apparus à la suite de la désintégration d'autres pays, l'ex-Yougoslavie par exemple. Ont également été examinés les problèmes liés à la caractéristique «année d'arrivée dans le pays».

20. La deuxième partie de la séance a été consacrée à d'autres caractéristiques difficiles à mesurer, qui concernent principalement les recensements comportant des opérations sur le terrain. Les caractéristiques suivantes ont été présentées et examinées.

21. Mesure des apatrides: Dans son exposé, le HCR a expliqué la notion d'apatridie. Des données de recensement peuvent être collectées concernant les personnes juridiquement apatrides, et les autorités en charge du recensement doivent faire le maximum pour collecter, traiter, encoder et diffuser ces données. Cette démarche requiert une attention particulière car, dans la plupart des pays, les apatrides représentent un groupe peu nombreux dont le comptage ne peut être fait correctement que par le biais du recensement de la population.

22. Mesure des émigrants: Une étude de la CEE consacrée à l'utilisation d'un module de recensement pour estimer l'émigration a été présentée. L'expérience de quatre pays (Géorgie, Moldova, Pologne et Tunisie), qui avaient fait figurer des questions sur l'émigration dans leurs derniers recensements, a été exposée. Les données provenant de ces pays ont été comparées avec les statistiques produites par les principaux pays de destination. Il ressort de cette étude que les données du recensement relatives à l'émigration ne permettent pas un comptage exact du nombre d'émigrants résidant à l'étranger. Ceci s'explique principalement par la difficulté rencontrée pour identifier les ménages dont tous les membres ont quitté le pays. Il a toutefois été souligné que la démarche pouvait être utile pour collecter des informations sur des groupes particuliers d'émigrants, tels que les personnes ayant émigré quelques années avant le recensement et/ou ayant des liens familiaux ou économiques avec le pays d'origine.

23. Dénombrement des groupes de population difficiles à mesurer: L'expérience des États-Unis et de la Fédération de Russie en matière de comptage des groupes de population difficiles à mesurer a été présentée. Aux États-Unis, on prend grand soin de traiter le problème de la barrière linguistique. Des programmes de partenariat et de communication intégrés ont également été élaborés pour atteindre et stimuler les groupes difficiles à mesurer. En Fédération de Russie, les groupes difficiles à mesurer les plus importants étaient les immigrants en situation irrégulière, les sans-abri et les personnes vivant dans les régions reculées. La Fédération de Russie prévoyait de répéter l'expérience positive du recensement de 2002, qui avait consisté

à créer des postes de recensement spéciaux pour le comptage des immigrants en situation irrégulière, étant entendu que la participation au recensement n'entraînerait aucune conséquence juridique pour les intéressés.

24. Mesure du handicap: L'exposé du Brésil a été consacré à la question du handicap, pour laquelle il existe, depuis 1990, une obligation légale de faire figurer une question. La principale difficulté consiste à définir un nombre limité de questions susceptibles de donner lieu à une identification effective des personnes handicapées. Étant donné ces contraintes, il a été décidé de circonscrire la question à un nombre restreint de domaines. Le prochain recensement intégrera les recommandations du Groupe de Washington, créé à l'initiative de l'ONU pour améliorer la statistique du handicap.

25. Mesure des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement: Dans son exposé, l'OMS a souligné la nécessité de recueillir des données suffisamment détaillées concernant les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, dans le but d'aller au-delà de la simple distinction entre systèmes améliorés et non améliorés. Il convient d'élaborer le questionnaire en prenant en compte la situation particulière du pays considéré.

26. Le débat général a été l'occasion de souligner la nécessité de traiter avec un soin particulier les caractéristiques et groupes de population difficiles à mesurer, en tenant compte des limites du recensement en tant que source d'information en la matière. Le premier des objectifs d'un recensement de population est de collecter des données précises sur le lieu de résidence habituelle des répondants, un élément essentiel au comptage précis du nombre total d'habitants.

C. Vérification et validation des données (point 4 de l'ordre du jour)

Documentation: Communications sollicitées présentées par la France et l'Italie.

27. En France, les statistiques de recensement sont produites à partir d'un recensement roulant sur cinq ans, permettant de livrer des estimations de population pour toutes les communes en même temps et pour une année donnée. Les détails concernant la méthode de calcul de ces estimations ont été présentés. Les données du recensement sont validées progressivement au fur et à mesure du déroulement du processus, du niveau local au niveau national. Les vérifications portent sur les comptages multiples de questionnaires collectés et sur les doubles saisies des données recueillies. L'analyse de l'évolution des estimations au fil du temps permet de détecter les résultats illogiques pour une année donnée et, donc, de détecter et corriger les erreurs.

28. La discussion a porté sur les questions spécifiques afférentes à la méthode d'imputation «hot-deck» utilisées pour les non-réponses et sur les méthodes employées pour valider des sous-groupes spécifiques de population, y compris les immigrants. Les répercussions de l'utilisation de données collectées sur plusieurs années ont aussi été abordées.

29. L'Italie a présenté ses projets concernant la vérification et la validation des données aux fins du recensement de 2011. Des innovations importantes sont envisagées dans la perspective du recensement de 2011, afin d'améliorer l'efficacité et l'actualité. Ces innovations consistent, en particulier, à employer des formulaires longs dans les grandes villes, à collecter les données suivant une approche multimodale et, éventuellement, à utiliser les données issues des registres

administratifs. Les techniques et les logiciels utilisés pour la vérification et l'imputation lors du recensement de 2001 sont adaptés à la nouvelle méthode de recensement, et aussi améliorés.

30. Parmi les problèmes méthodologiques abordés, les participants ont évoqué les répercussions de l'utilisation de codes personnels d'identification pour relier les entrées individuelles, la possible influence de l'ordre dans lequel les méthodes d'imputation successives sont appliquées, la réduction du nombre de donneurs résultant de l'utilisation de formulaires longs et courts, et la gestion de la collecte multimodale de données.

IV. TRAVAUX FUTURS

31. La réunion a recommandé le plan ci-après pour les travaux futurs concernant les recensements de la population et des habitations.

32. Il a été proposé de tenir la prochaine réunion en mai 2009. Les thèmes ci-après, notamment, ont été proposés:

a) Respect des recommandations de la CEE concernant les thèmes/questions principaux (à savoir résidence habituelle, population totale, etc.):

- i) Aspects pratiques;
- ii) Mesures prises pour les traiter.

b) Produits de recensement répondant aux besoins des utilisateurs:

- i) Inviter certains utilisateurs (universitaires, journalistes ou collègues statisticiens travaillant dans des domaines autres que le recensement);
- ii) Population institutionnelle.

c) Poursuite des discussions concernant la qualité et la divulgation des recensements:

- i) Examen des travaux menés au niveau de l'UE (rapports sur la qualité);
- ii) Contrôle de la divulgation des statistiques.

d) actualisation de l'information concernant l'élaboration d'outils méthodologiques d'évaluation de la qualité des recensements.

33. Les prochaines réunions et activités ci-après ont été proposées:

2010: Dernière réunion avant le début de la période de recensement

2011: Pas de réunion (interruption pour la période de recensement)

2012: Réunion pour commencer à examiner les enseignements retirés

- CEE: Mener une enquête sur les pratiques nationales

2013: Première réunion consacrée à la préparation de nouvelles recommandations en vue des recensements de 2020.

V. ADOPTION DU RAPPORT

34. Le rapport de la réunion a été adopté au cours de la séance de clôture.
